

J'ai comparé les taux d'inflation et de croissance réelle du Canada avec ceux des États-Unis. Je pourrais aussi les comparer à ceux d'autres pays industrialisés. En toute justice, je devrais peut-être signaler que notre taux de chômage est plus élevé que celui de tout autre pays de l'OCDE; notre taux d'inflation est plus élevé que le taux moyen de ces pays, notre croissance réelle est inférieure à la leur et le déficit commercial de notre compte courant, à cause notamment de notre compte touristique mal équilibré, est plus élevé que celui de tout autre pays de l'OCDE. Cela veut dire que le Canada est le seul pays industrialisé du monde à en avoir eu un compte courant déficitaire pendant chacune des quatre dernières années.

**M. Stanfield:** Mais ils gardent leur sang-froid.

**M. Stevens:** Effectivement, ils gardent leur sang froid comme le dit mon collègue. Ils sont même indifférents. Ils s'en fichent. Ils ne se soucient que d'une chose—conserver leur siège.

Passez donc en revue la décennie qui vient de s'écouler, et qui a commencé après le centenaire de la confédération à une époque où nous avons atteint l'un des plus hauts niveaux de prospérité jamais atteints par aucun pays au monde. Dès le début de cette décennie le gouvernement a adopté pour principe l'opportunisme politique. Tel était son mot d'ordre. Les réalités économiques venaient en second.

Revenons-en si vous voulez au sujet de la Commission de lutte contre l'inflation. La commission a été instituée en octobre 1975 lorsque le gouvernement a annoncé que, parallèlement à ce programme, il adopterait d'autres mesures de restrictions financières—ce qu'il n'a d'ailleurs pas fait. A cette époque, on nous a promis encore davantage de retenue dans le domaine monétaire. Là encore nous avons été trompés.

Le gouvernement a déclaré que l'on réglementerait de façon générale l'économie—ce qui n'était pas le cas auparavant et que l'on instituerait en outre le programme de la CLI. L'inflation devait être ramenée à 8 p. 100 durant la première année et descendre à 6 p. 100 l'année suivante puis passer enfin à 4 p. 100 la troisième année, c'est-à-dire celle en cours. Nous constatons cependant, monsieur l'Orateur, que nous avons déjà atteint aujourd'hui à peu près le même taux d'inflation que d'après les estimations que nous devions n'atteindre seulement à la fin de la première année. S'il est un domaine dans lequel le gouvernement a fait preuve d'excellence, monsieur l'Orateur, c'est dans l'art d'attiser l'inflation.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Lorsque je dis qu'il sait attiser l'inflation, je pense que tous les députés se doivent de rappeler à la population canadienne que c'est le gouvernement qui l'a littéralement créée de toutes pièces en imprimant trop de papier-monnaie par rapport à la croissance réelle de notre économie. L'année dernière par exemple, alors que notre croissance réelle n'a été que de 2.6 p. 100, faut-il s'étonner que nous ayons terminé l'année avec 9.5 p. 100 d'inflation? Si l'on tient compte du fait que le gouvernement a fait imprimer 12 p. 100 de papier-monnaie en plus l'année dernière et que l'on retranche ce chiffre de 2.6 p. 100, on obtient alors une différence de 9.5 p. 100, soit à peu près le taux d'inflation qui sévit dans notre pays depuis décembre 1977. Ce n'est pourtant pas la seule répercussion du programme des mesures de contrôle.

### Budget—M. Stevens

● (1542)

En fait l'approche du gouvernement obtient le contraire de l'effet cherché. Cette approche a tué l'esprit d'initiative dans les entreprises. Elle a aggravé la situation du chômage dans laquelle nous vivons, et je vais donner des chiffres. En mars 1975, dernier mois de mars avant l'établissement du programme de contrôle, il y avait 739,000 Canadiens en chômage. En chiffres non désaisonnalisés, ils constituaient 7.6 p. 100 de la force de travail, et en taux désaisonnalisés 6.8 p. 100. En mars dernier le nombre des chômeurs avait augmenté de 300,000 par rapport à mars 1975. Il y a actuellement 1,045,000 sans-travail contre 739,000 au début des contrôles. En taux désaisonnalisés, ils représentent 8.6 p. 100 de la force de travail, contre 6.8 p. 100 je le répète en mars 1975.

L'opinion canadienne voit que quelque chose ne va pas. Elle s'aperçoit qu'il doit y avoir une meilleure façon d'amener l'économie à réaliser le potentiel que la plupart, dont les membres de mon parti bien sûr, s'accordent à reconnaître au Canada.

Dans les quelques instants qui me restent, je dirai quelques mots de ce que mon parti aurait aimé voir, ou aurait fait lui-même figurer dans le budget de lundi soir s'il en avait eu la possibilité. Il y a trois choses essentielles à accomplir pour retrouver la prospérité. D'abord, redonner confiance au consommateur. Il faut l'amener à acheter plus, parce que plus il achète, plus nos usines produisent, plus elles emploient de gens et plus il y a de prospérité pour tout le monde. Si c'était nous qui avions établi le budget de lundi soir, nous aurions présenté des mesures de stimulation fiscale pour que le consommateur se mette à reprendre confiance, pour qu'il relance les achats dont le pays a si grand besoin.

Deuxièmement, nous aurions proposé la réalisation de certains équipements qui sont si nécessaires pour aider les pêcheurs de l'Atlantique et du Pacifique, pour aider ceux qui s'occupent du grain dans l'Ouest du Canada, pour aider les usagers des transports urbains de Toronto et des autres grandes villes du Canada et pour réaliser des usines d'épuration pour lesquelles Montréal entre autres a besoin d'assistance.

Nous estimons en troisième lieu qu'il est temps de trouver un système d'incitation à la productivité assez efficace pour que les travailleurs dans les ateliers, dans les usines, et à toutes les étapes de la production, où qu'ils soient, produisent davantage pour raffermir notre position concurrentielle. A cette fin, nous aurions annoncé lundi soir des réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers. Les consommateurs ont besoin de souffler, et à notre avis il faut réduire la charge fiscale qui pèse sur les Canadiens pour remettre fermement l'économie sur la voie de la guérison.

Souvent je le sais, les gens se demandent comment on peut appliquer des réductions fiscales sans alimenter encore plus le déficit. En réalité, ces deux problèmes peuvent être résolus parallèlement. Si la réduction fiscale stimule l'économie, elle engendrera une augmentation du produit national brut, dont on a besoin pour accroître les recettes fiscales, et de ce fait le déficit diminue plus que si on avait laissé l'économie stagner dans l'état de léthargie où elle se trouve à présent. Cette proposition n'est pas une simple suggestion faite en l'air. Avant d'exposer notre programme de dégrèvement fiscal de 2 milliards de dollars au moins, nous avons demandé à des conseillers économiques de programmer leurs ordinateurs de façon à